Projet de résolution générale

Premier Congrès de *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*

7-8 février 2015

Ce projet de résolution générale intègre parmi ses documents présentés au débat et vote du Congrès :

1- Les deux derniers numéros du journal La Commune, en particulier

- Tous nos communiqués sur les attentats du 7 janvier et suites (11 janvier, etc.) ; dont bien entendu le communiqué de notre organisation sœur, le MST. Ils intègrent donc pour débat et votes en particulier les deux éditoriaux, les pages sur la rupture avec l'UE ; nos pages sur la Syrie, la Palestine, le Venezuela etc.

- Le Plan d'urgence publié dans le n°93 de décembre 2014.

2-La situation internationale continue d'être caractérisée par l'initiative des masses ; l'incapacité accrue de l'impérialisme de surmonter la crise du système basée sur une surproduction mondiale qui mène à une déflation généralisée ; cette même incapacité de l'impérialisme de s'affronter durablement aux masses à l'échelle de la planète et de leur infliger une défaite sévère et définitive, quels que soient les coups qu'il porte néanmoins contre les conditions d'existence et les acquis sociaux là où ils existent.

3-Au premier rang de cette initiative des masses, on se contentera ici de souligner deux pays : Venezuela et Grèce.

a) Au Venezuela, la crise du post-chavisme pose crument désormais le dilemme : révolution ou contre-révolution. Dans le camp de la contre- révolution, il y a incontestablement la politique des capitalistes mais aussi de Maduro, des dignitaires chavistes qui, tournant le dos aux exigences des masses, se vautrent dans la corruption, le pillage de la rente pétrolière, damant ainsi le chemin à la contre-révolution qui attend son heure. Cependant, rien n'est joué, loin de là ; les masses ne sont pas décidées à se laisser déposséder des conquêtes (limitées mais réelles) du Chavisme et savent parfaitement que le retour de la droite signifierait un recul brutal de leurs conditions d'existence, le pillage de la rente pétrolière au compte des USA. C'est en ce sens qu'on comprend l'extraordinaire poussée de nos camarades de Marea Socialista, rejoints massivement par les salariés, les syndicalistes, dont ceux du pétrole et même des fonctionnaires et militaires de l'Etat et de l'armée Chaviste.

Cette poussée vers notre organisation sœur est à la fois une grande fierté car expression de la justesse de notre politique et dans le même temps, une lourde responsabilité qui n'échappe à personne. Nous sommes aux côtés de nos camarades et participerons à la Conférence de Caracas de mars 2015 visant à la proclamation-légalisation du parti Marea Socialista et mènerons la campagne internationale en ce sens ; en Europe, La Commune prendra la tête de cette mobilisation.

b) La Grèce : la victoire électorale de Syriza (littéralement : Coalition de la gauche radicale) est considérée à juste titre par les masses comme une victoire politique majeure contre l'Union européenne, ses institutions et directives.

Une victoire contre la politique d'austérité, de liquidation des services publics et de santé, de la protection sociale. C'est, à ce titre, une victoire au compte de tous les peuples d'Europe, attaqués par les mêmes politiques de l'UE contre leurs droits et conquêtes. Il convient toutefois, même si cela ne remet pas en cause l'ampleur de la victoire électorale, de souligner que l'abstention est très forte, à hauteur de 36, 13 % dans un pays où le vote est obligatoire. Cette forte abstention ramène ainsi la victoire de Syriza, en proportion du corps électoral à, au mieux… 20 à 22%.

A signaler qu'Aube Dorée qui a été utilisée comme épouvantail en Grèce mais en France aussi, du genre « c'est l'ennemi principal, le fascisme est aux portes d'Athènes et de l'Europe » afin de détourner les masses des véritables ennemis fait un score très faible d'à peine 6%, (environ 2,5 % du corps électoral si on tient compte là aussi de l'abstention) bien loin de ce qu'il était censé faire selon les commentateurs y compris ceux de « l'extrême-gauche » française de pacotille.

En Grèce, tout commence. Nous avons été parmi les rares organisations à souhaiter bien entendu la défaite des partis pro-UE (le PASOK, parti socialiste cousin du PS français, il y a encore peu au gouvernement est balayé à 4%, soit à peine 2% du corps électoral !) en appelant à voter Syriza mais sans pour autant investir Syriza de ce qu'elle n'était ni n'est pas et sans donc nourrir d'illusions le peuple grec ou français, contrairement là encore à une certaine extrême-gauche vachement anticapitaliste, surtout les dimanches et jours fériés. Cette même extrême-gauche française qui voit dans Syriza l'alpha et l'oméga de l'avant-garde révolutionnaire et qui est de ce fait devenue sa référence favorite.

Victoire politique des masses contre l'Union européenne

Ceux qui ont vu dans Syriza un parti d'avant-garde, le nouvel espoir pour les masses grecques ont commis au mieux, une erreur d'appréciation politique. On va le voir très vite désormais.

En effet, dès le lendemain de sa victoire électorale, Syriza se retrouve face à ses contradictions. Par-delà les illusions saines et compréhensibles des masses qui l'investissent désormais d'une politique de rupture avec l'UE et l'austérité, la réalité est la suivante :

Syriza a réaffirmé publiquement qu'il n'était pas question de rupture avec l'UE, qu'elle respectera ses institutions ; elle a réaffirmé qu'il n'est pas question pour elle d'exiger l'annulation de la dette. Mais plutôt sa restructuration ou son rééchelonnement.

Alexis Tsipras a déclaré le 27 janvier à l'attention de l'UE *: « Il faut trouver une solution viable, juste et mutuellement utile »* Mais y-a-t-il une autre solution juste et viable que celle de l'annulation de la dette ?

Il propose même un « New deal paneuropéen » pour permettre la relance !

Il est pourtant clair que sans rupture avec l'UE, sans exigence d'annulation de la dette, il est impossible de rompre avec l'austérité, de rétablir les services publics et la protection sociale dans un pays où 25% des grecs sont sous le seuil de la pauvreté. Et donc, à plus forte raison, un « New deal » !

Tout le reste n'est que gesticulations. Et, comme pour bien montrer ses bonnes dispositions et son profil de bon élève qui ne va pas être trop turbulent, Syriza a constitué une étonnante coalition gouvernementale avec le « Parti des grecs indépendants » (ANEL, 4,75 %, 13 députés, environ à peine un peu plus de 2% du corps électoral) Ce parti que les journalistes eux-mêmes qualifient de « la droite de la droite », n'a rien à envier au FN français : anti-immigrés virulent, raciste, campagne permanente contre le « multiculturalisme » et lutte pour le maintien et la mainmise de la présence de l'Eglise orthodoxe dans la société, en particulier à l'école. Un parti qui aurait manifesté en France avec les réactionnaires homophobes de la « Manif pour tous »

Alliance avec l'extrême-droite !

Panos Kammenos, le dirigeant de ce parti est ouvertement homophobe, raciste et antisémite. Il y a quelque temps, il a eu des ennuis avec le fisc grec pour un yacht non déclaré et des impôts non payés. Pendant la guerre des Balkans, lui et son parti avaient pris fait et cause pour les Serbes contre les Bosniaques au prétexte que ces derniers sont musulmans…Il vient d'être nommé ministre de la Défense ! Mélenchon nommant Philippot en remplacement de Le Drian.

C'est comme si, en France, le Front de gauche gouvernait demain avec le FN. Certains ont préféré dire avec Dupont-Aignan. C'est faire offense à ce dernier dont on peut sans aucun doute dire pis que pendre mais certainement pas qu'il est raciste et antisémite.

Premières mesures du premier conseil des ministres d'après élections :

-gel de deux privatisations, dont celle qui était prévue de l'Autorité portuaire du Pirée. Qui ne s'en féliciterait pas ? Mais pas question de renationaliser le port lui-même, déjà entre les mains en grande partie de capitaux…chinois

-relèvement du salaire minimum, fort bien mais quid de l'ensemble des salaires réduits, amputés ces dernières années sur exigence de l'UE, en particulier ceux des fonctionnaires ?

-limitation des licenciements collectifs. « Limitation » ! A combien et sur quels critères ? Et les autres licenciements ? On laisse les mains libres aux patrons ?

-redressement du niveau des retraites les plus faibles. Fort bien, et les autres qui ont, elles aussi subi de fortes amputations ?

Et Tsipras, devant un début de panique des banques grecques a bien pris soin de leur dire : « on ne vous nationalisera pas. » Et, à l'attention de l'UE : « mon gouvernement visera des budgets à l'équilibre » ! Rien de moins. En clair, l'austérité qui ne dit pas son nom puisqu'il faudra bien payer la dette, renégociée ou rééchelonnée. Un cercle vicieux dans lequel s'enferme Tsipras dès les premiers jours de son gouvernement. Comment en effet, par quel tour de magie Tsipras va-t-il viser un budget « à l'équilibre » avec la dette publique colossale de la Grèce ? Le peuple grec n'a pas voté Syriza pour continuer à subir l'austérité. La prochaine période va voir les masses, à leur manière et avec leurs méthodes, poser ces questions.

Pas de salut hors de l'exigence d'annulation de la dette

Pour le moment, force est de constater que c'est du sous-Mitterrand post-10 mai 1981. Rappelons pour mémoire que, dès les quelques semaines après sa victoire contre Giscard, Mitterrand avait nationalisé les banques qui ne l'étaient pas encore (PARIBAS, rien que cela), octroyé la 5e semaine de congés payés, fait passer la semaine de travail de 40 à 39 h sans perte de salaire, et augmenté les minima sociaux de 25%. Bon, à partir de 1983, ça s'est vite gâté, il est vrai. Mais encore une fois, rien n'est ni ne sera possible si ce gouvernement n'exige pas ou ne décrète pas de manière unilatérale l'annulation de la dette qui écrase le peuple grec et qui piétine sa dignité, que Tsipras prétend pourtant lui redonner.

Hollande tout en invitant avec insistance Tsipras à venir à l'Elysée a déjà prévenu : « Des engagements ont été pris et doivent être tenus ». Quant à Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, il est encore plus clair *: « Il faut trouver une solution pour que l'austérité soit moins forte »* Ben voyons. En résumé : vous nous devez 220 milliards d'euros, vous devez continuer à passer à la caisse mais on fera en sorte que cela ne soit pas trop douloureux.

Au-delà du caractère à- priori antinomique entre Syriza et le « Parti des Grecs Indépendants », cette alliance n'est pas si incompréhensible qu'on voudrait bien le croire. On nous raconte que c'est nécessairement technique si Syriza veut pouvoir gouverner puisqu'il n'a pas la majorité absolue. Balivernes. Elle signifie symboliquement de la part de Syriza qu'elle n'a pas l'intention de rompre quoi que ce soit, et que donc, en gage de fidélité à la propriété privée, elle scelle cette alliance avec les ultraréactionnaires du parti des Grecs Indépendants, « ombre portée de la bourgeoisie » comme a dit en son temps Trotsky à propos du tout petit parti bourgeois dans le gouvernement de Front populaire espagnol…

Quoi qu'il en soit, depuis plusieurs années, en Grèce se vérifie cette loi de l'Histoire : « les masses procèdent par éliminations successives ». Tôt ou tard, et sans doute assez vite, les masses vont exiger le respect du mandat qu'elles ont confié à Syriza. Et là, les athéniens s'atteignirent … En Grèce aussi, tout commence sur la base d'une victoire écrasante des masses, électorale à ce stade. Il ne faut, dans ces conditions préjuger de rien, mais si comme les premières déclarations de Tsipras le laissent entrevoir, s'il n'a pas le courage d'aller à la rupture, il est fort à parier que le peuple grec ne restera pas immobile face à ce qu'il considérera à juste titre comme un refus de respect du mandat confié. Et dans des conditions de mobilisation de la classe ouvrière, il n'est pas à exclure que Syriza soit « obligé d'aller plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture » avec l'UE. A l'heure où nous écrivons, ça n'est pas le chemin pris par Tsipras. La période immédiate va charger, n'en doutons pas, la lutte de classes de répondre aux interrogations.

c) Grèce – Venezuela

Au-delà des différences de situations politiques, il est tout de même un dénominateur commun : les masses sont à l'initiative et la lutte de classes s'accélère, par-delà les hémisphères. La situation est favorable aux masses et aux classes ouvrières, n'en déplaise aux sceptiques chroniques.

En Grèce

En Grèce, point de salut hors de :

- Rupture avec l'UE, ses institutions, ses directives

- Annulation des 220 milliards d'euros de la dette.

- Renationalisation sans indemnités ni rachat de toutes les entreprises publiques et privées nationalisées.

- Rupture avec le « Parti des Grecs Indépendants »

- Gouvernement Syriza homogène appuyé sur les organisations syndicales

Au Venezuela

- Dehors tous les corrompus du gouvernement, à commencer par la « bolibourgeoisie » (les « chavistes » qui pactisent avec la bourgeoisie)

- Souveraineté totale de l'Etat sur la rente pétrolière, maintien total du contrôle de l'Etat sur la rente pétrolière, affectation de celle-ci exclusivement pour garantir la hausse immédiate des salaires et du pouvoir d'achat des masses vénézuéliennes et les conquêtes sociales et de santé de la population.

- Pas un centime d'augmentation de l'essence et des produits alimentaires

- Satisfaction de toutes les revendications ouvrières salariales et sur l'emploi, dans le pétrole, l'automobile, à Sidor, partout ! Pas un seul licenciement ni fermetures d'usines !

- Assez de Pactes avec la bourgeoisie revancharde

- Légalisation de Marea Socialista !

Al-Qaïda et l'Etat islamique : les corps-francs contre le Printemps arabe et les révolutions et peuples du Proche et Moyen-Orient

4 -La Révolution aiguillonne la contre-révolution. Il ne peut en être autrement, la propriété des moyens de productions et d'échange, l'Impérialisme se défendent. Ils ont mille et une techniques, méthodes, hommes de main, partis et forces politiques réactionnaires pour le faire.

Cette contre-révolution est particulièrement flagrante au Proche et Moyen-Orient. (Et en Afrique également)

Il en est ainsi de la nature réactionnaire d'Al Qaïda et de l'Etat Islamique.

Reprenons rapidement notre analyse de la nature de ces organisations, déjà développée au fil des mois dans nos journaux et chroniques. On se reportera utilement pour les détails aux articles de Mohand Kebaïlï dans notre journal, qui concentrent notre orientation en ce domaine.

Al Qaïda et l'Etat islamique (EI) n'ont pas grand-chose à voir avec la religion. Tout au plus s'en servent-ils comme vagues oripeaux idéologiques. Ils se revendiquent et cherchent à imposer bien plus un système politique et « administratif » basé sur des références moyenâgeuses. Là où, comme l'EI, ils administrent 70 000 km² en Irak et en Syrie, ils défendent la propriété privée et les vieilles formes de domination féodales sur la terre, liquident tout opposant, interdisent par les assassinats toute forme démocratique d'expression. Ne parlons même pas dans ces conditions de l'état inexistant des libertés syndicales et d'association ! Ne parlons pas non plus d'envisager la moindre grève ou protestation, noyées dans le sang immanquablement. Ces territoires sont une prison pour les femmes, les homosexuels ainsi que pour tout autre croyance que celle qu'ils propagent non à l'aide de goupillons mais de kalachnikovs pour terroriser les populations.

Ces bandes armées sont les corps-francs de la contre-révolution pour étouffer, briser dans le sang les révolutions arabes. A ce titre, elles servent de bras armé, quelles que soient ses dénégations, de l'impérialisme qui préfère le chaos à la Révolution.

Faut-il rappeler que tous ces gens ont pour origine les services secrets américains, pakistanais, (ces derniers aux ordres des USA) ? Qu'ils ont comme commanditaires et Trésoriers-payeurs tous les Emirats arabes du Golfe, de l'Arabie Saoudite et du Qatar ?

Sans parler des relations plus que troubles que l'EI entretient avec le dictateur Erdogan qui lui achète à bas prix le pétrole volé aux raffineries, en échange du massacre des kurdes. Un Erdogan qui est en Turquie un franchisé de l'impérialisme US dont les bases militaires les plus importantes de la région se trouvent dans ce pays. Nous l'avons écrit : Al Qaida, l'EI et consorts sont le produit direct de la décomposition impérialiste, des enfants monstrueux et bâtards du système capitaliste qui préfère des régimes entièrement voués à l'obscurantisme et au chaos qu'à la libération des peuples. 30 années de politique belliciste de l'Impérialisme américain et ses alliés, en Irak, en Syrie, au Pakistan, dans tout le Moyen Orient, ou en Afrique par, singulièrement, dans cette région, l'Impérialisme Français (Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique,

Niger, etc.), sont le terreau qui a permis l'émergence de ce qu'il faut bien caractériser comme des cohortes qui n'ont rien à envier aux S.A ou au SS.

L'impérialisme est totalement et directement responsable de cette décomposition. Lui qui a joué les apprentis-sorciers, par peur des masses, laisse faire directement ou indirectement, pour peu que ces bandes de barbares le débarrasse ou terrorise des peuples trop remuants.

5-Ni complaisance ni compassion face à la décomposition

Les trois tueurs Kouachi-Coulibaly ont prêté allégeance à leurs maîtres d'Al Qaïda et de l'EI dont on vient de voir la nature politique. Rien, absolument rien, ne saurait justifier de tels actes antisémites et contre la liberté d'expression. Seuls quelques esprits dérangés et pathologiquement attirés par la canaille, comme on a pu le voir sur les réseaux dits sociaux, se sont interrogés et tourmentés sur ces « pauvres types » et les raisons de leurs actes.

Certes, ces folles dérives ont un terreau, bien objectif et analysable. Sur ce plan, Edwy Plenel a développé cette question avec excellence, en particulier dans son dernier ouvrage : « pour les musulmans », dont nous partageons l'essentiel. Et il conclut au fait que tous les ingrédients pour faire surgir « d'autres monstres » sont là, bien présents. Mais on ne trouvera nulle part, chez lui, pas plus que chez nous, l'ombre de la moindre complaisance à l'égard des tueurs Kouachi-Coulibaly. Là est toute la différence, la ligne-frontière avec ceux qui s'apitoient sur ces « pauvres types »

Avec le même raisonnement tordu, pourquoi ne pas s'interroger sur le cheminement des SA et des SS, sans doute malheureux dans leur enfance, orphelins ou sevrés trop tôt, au complexe d'Œdipe non résolu, complexés… Hitler, lui-même, n'a-t-il pas eu une enfance compliquée et beaucoup de consanguinité dans sa famille ? Ah, le « pauvre type » !

Dans quels tortueux méandres du cerveau va se nicher ainsi la complaisance-compassion pour la racaille réactionnaire ?

On en finira vite sur ce chapitre et sur les malsaines interrogations psychologiques de certains à l'égard des « pauvres types » genre frères Kouachi et Coulibaly, cet homme dont l'idéal désintéressé s'est réalisé lorsqu'il a, dans un acte de bravoure hors du commun tué dans le dos une policière municipale sans armes, une dangereuse représentante de l'Impérialisme français émargeant grassement au maximum à 1300 euros.

Les « pauvres types » Kouachi-Coulibaly sont des assassins au service de la noire réaction. Et on saura bien un jour le degré de manipulation dont ils ont été les rouages.

Citons, outre les définitives analyses de Marx sur le Lumpenprolétariat, Léon Trotsky dans « Comment vaincre le fascisme » :

« Grâce à la propagande fasciste, le capitalisme a mis en mouvement les masses de la petite-bourgeoise et les bandes d'un lumpenprolétariat déclassé et démoralisé, tous ces êtres humains, innombrables que le capitalisme financier avait lui-même porté au désespoir et la frénésie. »

Ces bandes armées qui ont permis, rappelons-le, la prise du pouvoir par Benito Mussolini, un autre pauvre type, sans doute traumatisé par les fessées de ses parents.

6-Des manifestations du 11 janvier et d'une éphémère « Union nationale »

Le 11 janvier 2015, plus d'un million de personnes à Paris, révoltées par l'exécution barbare des rédacteurs de Charlie Hebdo, de salariés, fonctionnaires et citoyens au prétexte qu'ils étaient juifs ont manifesté derrière un « carré de tête » regroupant autour de Hollande, le ban et l'arrière-ban de tout ce que la planète compte de dirigeants anti-ouvriers. Et, ne l'oublions pas puisqu'il s'est battu pour être sur la photo, le chef de l'UMP qu'est Sarkozy. Même phénomène en province dès la veille et le 11 janvier, avec des participations record dans la plupart des villes, y compris moyennes : 15 000 à Tarbes, 20 000 à Bayonne, 35 000 à Pau (sur 100 000 habitants !) etc. Une notable exception, Marseille avec « seulement » 40 000 manifestants, chiffre bien inferieur en proportion au reste des villes de l'hexagone.

Quel était le ciment de ces millions descendus dans la rue ? Le rejet de ces crimes, qui portaient si manifestement atteinte à la liberté d'expression. Point.

L'occasion faisant le larron, il était de bonne guerre que Hollande, si discrédité et bas dans les sondages, cherche à se redorer le blason en organisant cette vaste manipulation d' « Union nationale ». Il y est assurément parvenu, pour un laps de temps néanmoins limité, aidé directement par les dirigeants du monde entier et…les directions politiques et syndicales, de la droite au Front de gauche. D'aucuns ont même vu un porte-parole national du NPA se fourvoyer, sans doute éperdu face au phénomène et sans orientation centrale ferme, dans les rues de Bordeaux le 11 janvier. C'est dire que l'Union nationale était bien œcuménique malgré les déclarations…A noter que le premier communiqué du NPA « contre l'Union nationale » date du…11 janvier, après les manifestations…

Répétons-le, les millions de salariés et jeunes qui se sont rassemblés ne marchaient pas pour l'unité nationale mais pour les libertés publiques et les droits démocratiques élémentaires.

Ce moment particulier de la situation était donc éminemment contradictoire.

L'aspiration démocratique de la masse des manifestants est en effet incompatible, quelque conscience qu'elle en avait, avec le caractère antidémocratique du régime en chute libre et des lois, mesures, décrets, directives européennes imposés par Hollande et les commissaires « européens ».

Si cette manifestation a été enfermée dans le carcan de l'unité nationale et du front commun avec les pires ennemis mondiaux de la démocratie et des droits de l'homme, la responsabilité en incombe exclusivement non aux masses mais aux appareils bureaucratiques qui « encadrent » les organisations ouvrières, syndicales et démocratiques et plus particulièrement au Front de gauche.

Aussi, les commentateurs appointés qui parlent de « tournant » vers « l'union nationale », une Union nationale prétendument appelée à durer en sont pour leurs frais. Cette manœuvre a tenu à peine une dizaine de jours.

C'est dans ce genre de situation que se « sélectionne » une avant-garde au sein des masses, saisies un instant par l'émotion, momentanément illusionnées. La conscience retarde sur l'existence. Mais, à n'en pas douter, elle va se faire jour très rapidement dans de nombres couches de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la population.

L'abjecte hypocrisie de Hollande et de sa suite dans cette affaire, comme dans toutes les autres, ne manquera pas d'attiser la colère des masses, tôt ou tard. Nous sommes effet entrés dans une période de tournants brusques

Bien entendu, cette tuerie est une aubaine pour tous les racistes, à commencer par les racistes institutionnels au plus haut sommet de l'Etat, de l'Union Européenne et de l'Impérialisme mondial. Une « divine surprise » pour l'Etat d'Israël et pour l'extrême-droite, tentée, cette fois, de « passer à l'action » contre la fraction immigrée de la classe ouvrière. La vague d'exactions islamophobes, en cette première semaine de janvier, ne saurait être « relativisée » ou « banalisée ». Elle flanc-garde le racisme institutionnel à peine voilé, sous le drapeau tricolore et la fiction du « rassemblement républicain », tout comme elle flanc-garde la politique du gouvernement. En ce sens, l'islamophobie n'est en rien un épiphénomène et nous devons nous placer aux avant-postes de la lutte contre ce poison fondamentalement anti ouvrier, qui secrète les pires attaques contre notre classe et la jeunesse.

7-le double caractère des illusions des masses

Nécessairement, ces événements tragiques vont produire, tôt ou tard leur propre décantation. Ils sont déjà en cours à une vitesse encore plus grande qu'on ne pouvait le penser. Nous l'avons vu, la mobilisation qu'ils ont provoquée à leur point de départ a un caractère spontané qui, dans un premier temps, charrie des illusions, qui ont elles-mêmes un double caractère, tout à la fois mortifère et dynamiques.

Ainsi, l'aspiration à défendre les droits et libertés démocratiques, telle la liberté d'expression et de la presse cohabite avec la superstition de l'Etat et, singulièrement, de son appareil policier. Mais, comme l'écrivait Trotsky :

« *Les mots d'ordre démocratiques contiennent pour un certain temps des illusions et des tromperies, mais ils renferment aussi une force historique animatrice* »

[http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical31.html. L'Internationale Communiste après Lénine. Léon Trotsky.LA QUESTION CHINOISE APRES LE VIe CONGRES]

Quoi qu'il en soit, l'état d'esprit des masses, à l'instant T, n'est pas l'élément déterminant d'une situation politique, quelle qu'elle soit. Il est à considérer dans sa dynamique.

La situation politique en France est déterminée, fondamentalement par la combinaison de la crise économique, de la crise sociale et de la crise politique, dans une période où la classe ouvrière a certes subi des reculs, du fait de la politique des appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier mais n'a pas été durablement défaite.

C'est de cette situation d'ensemble que nous devons partir pour apprécier chaque événement et chaque changement dans l'état d'esprit des masses, dont nous devons tenir le plus grand compte dans notre intervention.

8-Nous ne sommes pas Charlie !

Dans le cadre de l'analyse de ces illusions, il y a la formule reprise par des millions : « Je suis Charlie » Nous l'avons dit dès les premières heures, nous ne sommes pas Charlie, et pour de multiples raisons. La première et la principale est la nature de ce qu'était devenu ce journal satirique. Quand Philippe Val en prend la direction, en 1992 (jusqu'à 2009), ce journal qui était jusque là une revue anticléricale et libertaire (anticatho essentiellement) irrévérencieuse et plutôt sympathique devient insensiblement, avec la complicité de la « féministe » Caroline Fourest une feuille de chou islamophobe, le relais de la propagande bushienne après le 11 septembre. Et prohibitionniste antivoile à chaque numéro. Il faut tout de même rappeler que sur cette question du voile, il était en bonne compagnie, dans un univers politique et intellectuel divisé sur cette question. On se souvient que le Monde, le Monde diplomatique, le PCF, le PS, mais aussi la LCR se sont divisés sur cette question. N'est ce pas Pierre-François Grond, dirigeant de cette organisation, la LCR, puis du NPA, flanqué d'un autre enseignant de LO et de Philippe Darriulat, transfuge du PCI lambertiste passé au PS qui procéda à l'exclusion dans le lycée d'Aubervilliers où ils exerçaient, des deux lycéennes voilées, les sœurs Lévy ? Et la commission « femmes » de la LCR, sous la direction de Josette Trat veillait au grain sur cette position antivoile au nom des droits des femmes. L'enfer est toujours pavé de bonnes intentions…

De 1992 à 2009, Philippe Val imprima à la politique éditoriale de Charlie-hebdo un cours de plus en plus ouvertement islamophobe, qui restera après son départ pour France Inter. Il faut remarquer qu'à partir de cette période, Charlie-hebdo perdait ses lecteurs par centaines. Il était d'ailleurs au bord du dépôt de bilan à la veille de la tuerie.

Et Charlie-hebdo partageait ce combat prohibitionniste antivoile avec Libération, Marianne, le Nouvel-observateur et quelques autres...

Philippe Val savait parfaitement que l'orientation qu'il donnait au journal était islamophobe et que nombre de dessins seraient considérés par les musulmans du monde entier comme provocateurs et blasphématoires. A croire qu'il avait une mission et un étendard, celui de la Croisade antimusulmans!

La encore, nous ne sommes pas « Charlie »

Révolutionnaires, nous nous revendiquons de la tradition jacobine, celle de l'enfance révolutionnaire de la bourgeoisie. Celle qui a combattu pour la déclaration des droits de l'Homme de 1793. Et donc celle de la liberté d'expression et la démocratie. Et pour la démocratie ouvrière et la démocratie de la Commune de Paris et des soviets, les vrais. Il n'est donc nullement contradictoire, bien à l'inverse, de reconnaître le droit sacré de tout citoyen, tout journaliste à la libre l'expression et pour autant ne pas approuver ni applaudir à des caricatures offensantes pour des millions de croyants, quelles que soient leurs croyances, en l'occurrence l'islam.

Assez d'hystérie islamophobe, !

Révolutionnaires, nous faisons nôtres ces paroles de Marx : *« la religion est d'une part l'expression de la misère réelle et d'autre part une protestation contre la misère réelle, le soupir de la créature accablée, le cœur d'un monde sans cœur, l'esprit d'un temps privé d'esprit »* Dans un monde à la dérive, plongé dans le chaos par le système capitaliste, prétendre lutter contre les croyances religieuses par des mesures et lois coercitifs ou des offensives pour blesser consciemment les croyants est digne de la Sainte Inquisition et des minables petits caciques de la pensée qui en ce moment se déchaînent contre les musulmans ou « au mieux » font profil bas selon le parti auquel ils appartiennent, aussi à l'extrême-gauche serait-il…

D'ailleurs, sur ce point, quel terreau les trois tueurs ont-ils crée pour les islamophobes de tout poil, quelle aubaine pour tous les racistes, institutionnels ou pas ! Et pour des médias désormais hystériques dans l'Islamophobie.

Jugeons-en. Dans la seule semaine du 27 janvier 2015, voilà les unes des principaux hebdos « démocratiques » français. Le nouvel Obs. : « La folle dérive de Hayette Boumedienne » ; Marianne : « Vive la République et ceux qui la défendent .. .vraiment » ; L'Express : « l'Internationale djihadiste » ; Paris-Match : « Et maintenant faire face » avec photo de Hollande en couverture ; VSD : « En guerre » ; Valeurs actuelles : « La tyrannie des Tartufes » etc.

Sans parler de cette hystérie quasi-quotidienne qui alimente les faits divers, comme cette convocation d'un enfant de 8 ans au commissariat de Nice au prétexte que ce dangereux djihadiste a refusé d'obtempérer à la minute de silence imposée dans toutes les écoles ! Le tout avec l'approbation honteuse de la ministre de l'Education nationale, Vallaud-Belkacem

Oui, il faut même les prendre au berceau, tous ces musulmans, avant qu'il ne soit trop tard ! Pourquoi ne pas prendre exemple sur le Pharaon d'Egypte qui avait ordonné d'éliminer tous les nouveau-nés mâles juifs ? Et d'appliquer cette bonne vieille méthode aux nouveau-nés mâles arabes ?

Désormais, il incombe aux organisations ouvrières et démocratiques de s'engager publiquement et solennellement à prendre sous leur protection la fraction immigrée de la classe ouvrière et leurs familles. Et

de commencer par cesser elles-mêmes leur discours discriminatoire (sur le voile etc.) qui nourrit les discours et lois islamophobes, du haut de l'appareil d'Etat aux racistes de tout poil, à commencer par le FN.

9-Principaux traits de caractère de la situation politique en France

Les événements de janvier 2015 ne sauraient nous faire perdre de vue les caractéristiques essentielles de la situation française :

Crise du régime et de toutes les institutions de la Vème République, de tous les partis qui lui sont inféodés, l'enchevêtrement des « affaires » étant la manifestation de l'acuité de cette crise politique majeure

- Crise de la représentation politique de la bourgeoisie
- Attaques successives visant le corps des conquêtes sociales et démocratiques et, au premier chef, la Sécurité sociale ; et dernièrement, le cheval de Troie de la loi Macron dont on sait qu'elle trouve l'origine de son élaboration dans le précédent gouvernement.
- Abstentionnisme massif à toutes les élections qui atteint des proportions inégalées dans les quartiers ouvriers et populaires.
- Soumission des directions syndicales aux impératifs de la politique de contre-réformes permanentes menée par le gouvernement et ses soutiens « contestataires » (Front de gauche, verts), ces directions syndicales devenant ainsi la clé de voûte du dispositif des attaques dictées par le Medef et l'Union européenne
- Signes annonciateurs de grève générale : mouvement des « bonnets rouges », grève des cheminots, grève des pilotes de ligne et, tout dernièrement, grève des médecins s'ajoutant à la grève-surprise des salariés de Mory-Ducros et à de nombreuses grèves locales rarement recensées, sans oublier la mobilisation spontanée contre le soutien qu'a apporté Hollande à l'opération génocidaire de l'Etat d'Israël contre Gaza.
- Grève des routiers qui a sonné le glas de l'Union nationale...
- Grève prochaine des médecins urgentistes de nuit.
- Enracinement électoral du FN tirant profit de la crise sans fin de l'UMP

Il faudrait ajouter à ces traits de caractère, l'attentisme et le suivisme des courants de la dite « extrême-gauche » se marginalisant et se distinguant de la classe ouvrière, s'adaptant aux appareils bureaucratiques et se prosternant devant eux.

Pire qu'attentiste, l'orientation impulsée par la direction du NPA et, dans une certaine mesure, de LO (ne parlons pas du POI qui suit la direction FO comme son ombre) est une école de démoralisation et de frustration pour des centaines de militants, sous le leitmotiv : « le rapport de force est défavorable », « sérieusement dégradé » (voir annexe, lettre du CE du NPA) Partant, elle flanc-garde le Front de gauche, dans des proportions sidérantes pour le seul NPA, dont la direction affiche un mépris à peine voilé pour les masses (on se souvient du : *les cheminots grévistes sont sous-politisés – les cheminots combatifs effectuent des quenelles* et, tout dernièrement, on a vu la direction du NPA prendre fait et cause contre la grève des médecins opposés la généralisation de la Carte vitale, invention du Plan Juppé)

10-Un rapport de forces toujours favorable aux masses

Si le rapport de forces se résumait mécaniquement à l'aune des résultats électoraux des partis ouvriers-bourgeois, des effectifs syndicaux et de la courbe des grèves comme un taux comptable, le tout saupoudré de sondages « sociétaux », on se demanderait simplement pourquoi le gouvernement ne va plus vite dans sa sale besogne que Pierre Gattaz lui presse d'accomplir au plus vite, puisque les partis socialiste, communiste, FDG et d'extrême-gauche recueillent des résultats misérables, puisque les organisations se réduisent de plus en plus à leur « corps militant » et puisque, aussi bien, l'abstentionnisme gagne les élections professionnelles et puisque, en pourcentage, Marine Le Pen se prévaut de « représenter » désormais « un quart des français ».

Rappelons sur cette question la réalité des chiffres, une fois de plus : le FN pèse à peine un peu moins de 10% des suffrages rapportés au corps électoral. Dernièrement Ruquier, dans son émission « On n'est pas couché » en a fait la démonstration, chiffres à l'appui, comme nous ne cessons de le dire pour notre part. Exercice fort rare à la télé qui vaut la peine d'être souligné !

Contrairement aux confusionnistes, nous ne croyons pas qu'il puisse y voir, au même moment, une bourgeoisie forte et offensive et un gouvernement faible. A moins que nous soyons en fait aux prises avec un gouvernement à poigne, un gouvernement « de combat » comme Valls l'a appelé de ses vœux.

Il nous faut donc d'abord répondre à une première question : La bourgeoisie est-elle « à l'offensive » ?

Compte tenu de l'ampleur des attaques tous azimuts contre le Code du travail, la Sécurité sociale, l'Ecole laïque, les services publics, les professions réglementées, (loi Macron etc.) il semblerait, de prime abord, que les capitalistes et les banquiers fassent de la surenchère.

Citons Gattaz à propos de la situation économique en 2014 : *« la France semble à l'arrêt, encalminée, comme un bateau dans la vase, ayant peur de tout : des réformes, des étrangers, de la mondialisation, de l'Europe, des technologies nouvelles, du progrès. Résultat, tous les indicateurs économiques sont au rouge : une croissance qui atteindra probablement 0,2% en 2014, alors que la croissance britannique sera probablement proche de 3% et la croissance allemande de 1,8% ; une activité industrielle et des investissements au point mort ; un commerce extérieur en berne avec 72 milliards d'euros de déficit ; un taux de défaillance d'entreprises en augmentation et par voie de conséquence un chômage qui explose avec plus de 5 millions de demandeurs d'emploi en juillet 2014 toutes catégories confondues. Un taux de chômage qui culmine même à 25% chez les jeunes de moins de 25 ans. »*

Parmi les fléaux que fustige Pierre Gattaz, il en est deux qui appellent toute notre attention :

- *« la persistance d'une lutte de classes larvée qui continue à influencer la politique française (…) Ce « trotskisme » masqué mais néanmoins et curieusement très persistant en France est sans doute l'élément le plus démotivant pour les forces vives de notre pays, et pour les patrons français »*
- *« Le fait que la France soit un pays très attaché à ses statuts et où finalement le capital social a pris le pas sur le capital économique dans les valeurs premières de nos élites et de nos concitoyens »*

Et de poursuivre sur le mur de ses lamentations, sous le titre évocateur *« des corporatismes qui empêchent toute union nationale » :*

« La France est un pays très attaché à ses « privilèges ». Un pays où le capital social – les statuts, les titres, les diplômes- bénéficient d'une reconnaissance particulière au sein de la société et a pris le pas sur le capital économique parmi nos élites et nos concitoyens. Toutes ces ressources qui permettent aux individus et aux corporations auxquelles ils appartiennent d'obtenir des avantages sociaux et des droits acquis pour la vie. C'est la prédominance de l'intérêt individuel sur l'intérêt général. Et, c'est pour cela que la France est si compliquée et difficile à réformer»

On le voit, le chef des patrons français a une tout autre vision de l'état réel de la conscience de classe que les chefs désespérants et désespérés de certains prétendus partis de gauche et prétendus anticapitalistes. Ce qui ne l'empêche pas de rendre hommage à François Hollande qui selon lui s'est esquinté sur « trente ans de politique macro-économique fondée principalement sur le soutien à la demande », mais qui désormais : *« C'est une erreur économique que semble aujourd'hui avoir compris François Hollande avec l'annonce et la mise en œuvre du « pacte de responsabilité » »* Le tout, pour appeler à « changer de modèle » après nous avoir prévenus qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Mais il cible fort bien l'obstacle à vaincre au plus vite : le coût horaire du travail, en y intégrant conséquemment « les charges » liés à « la protection sociale » (réaffirmant ainsi que celles-ci sont bien un salaire différé et non un « prélèvement sur les richesses » comme continuent à le prétendre nombre d'économistes de droite comme de gauche), pour proposer afin de résoudre ce « problème » de coût horaire du travail : le transfert d'une partie de la protection sociale vers la TVA. Le rêve des anti-Sécu, de Rocard à Hollande-Macron…

Le modèle social hérité de 1936-1945, comme nous le répétons depuis fort longtemps, est incompatible avec le capitalisme actuel en crise profonde. Plus que jamais, de toutes les considérations et préoccupations de la classe dominante, c'est la dictature des taux de profits et de leur baisse continuelle (ils disent, eux, les taux de marge) qui guide leurs préoccupations.

Mais, maugrée encore Gattaz *: « la défiance qui caractérise aujourd'hui nos relations sociales a des répercussions manifestes au sein de nos entreprises : ainsi, moins d'un Français sur quatre se dit prêt à travailler davantage que ce qui lui est demandé afin d'aider son entreprise ou son organisation à réussir ».* C'est dire que le chef du Medef a une tout autre appréciation du rapport de forces entre les classes sociales antagoniques (bourgeoisie et prolétariat) que ceux qui, du Front de Gauche à l'extrême-gauche de salon parlent de rapport de forces « très dégradé », doux euphémisme pour donner à croire que la classe ouvrière est en recul.

La réalité est bien plus prosaïque : ce gouvernement, qui croit d'ailleurs pouvoir profiter de ces instants de grâce miraculeux de l'Union nationale doit passer à l'offensive. La loi Macron est de ce point de vue un test, un tremplin en ce sens.

Mais il sait en même temps qu'il lui faudra très vite s'affronter à la classe ouvrière, bien plus brutalement qu'il ne l'a fait jusque là et à la hauteur de la violence qu'exige Gattaz.

Ca, c'est sa feuille de route. Mais pour le moment et quels que soient les coups portés, il sent bien que c'est plus facile à dire qu'à faire. Et qu'il n'a pas les moyens d'un affrontement direct avec les masses. D'une certaine manière, les manifestations monstres du 11 janvier, quels que soient leurs contradictions et les illusions qu'elles n'ont pas manqué de charrier viennent rappeler à ce gouvernement l'immense capacité

des masses de ce pays à se mobiliser, certes sur la question en l'occurrence de la démocratie et de la liberté d'expression mais tout de même. Et cette puissance n'est certainement pas de nature à rassurer Hollande et le patronat. Oui, en France, l'initiative reste aux masses et le véritable rapport des forces leur est encore favorable. N'en déplaise aux sceptiques invétérés.

Dans cette intense lutte de classes, l'abstentionnisme ouvrier et populaire, véritable moteur de la crise politique, est l'expression la plus élevée à cette étape.

11- l'Union nationale est mort-née

Avec le choc des 7 et 9 janvier constitué par les 17 exécutions barbares, le gouvernement pensait pouvoir amortir sa chute libre et se refaire une santé. Au lendemain des immenses manifestations du 11 janvier et après les signes d'hystérie collective auxquels on a assisté lors de la vente du « Charlie », le gouvernement pavoisait.

L'Union nationale semblait scellée. Comme la neige en agglomération en période hivernale, elle aura vite fondu. Plus que les déclarations de Sarkozy faisant de la surenchère sécuritaire pour exister et donc jouer une petite musique à l'encontre de l'unanimisme de mise, c'est en réalité la bonne vieille lutte de classes qui a sonné le glas de l'Union nationale : la grève massive des routiers pour des augmentations de salaires qui se poursuit à l'heure où nous écrivons. Quelle que soit son issue, cette grève vient rappeler à Hollande-Valls et au patronat qu'aucune « Union nationale » ne saurait mettre un terme à des grèves aussi légitimes que celles pour des augmentations de salaires. Au moment précis où Hollande, grisé par cette tourmente du 11 janvier appelait les syndicats à se plier à l'Union nationale, les syndicats des chauffeurs routiers, rejoints ensuite par le syndicat majoritaire de la profession, la CFDT en décidaient tout autrement !

Si ce gouvernement avait cru un instant pouvoir mettre au pas la population, à la faveur de la semaine noire de janvier 2015, il vient de réaliser qu'il s'est bien trompé.

D'ailleurs, le fait qu'après toutes les envolées lyriques de Hollande sur les « valeurs républicaines » sur la « laïcité », ce dernier aille se recueillir devant la dépouille du roi d'Arabie Saoudite, roi d'un des régimes les plus réactionnaires de la planète, bat en brèche la crédibilité et sincérité des discours sur les « valeurs républicaines »

Pour sa part, Valls a également tâté de la dure et si cruelle réalité de la lutte de classes. Allant dans le Doubs soutenir un candidat PS dans une législative partielle, il a subi une coupure de courant d'une heure qui a plongé la salle du meeting dans le noir complet et lui a coupé le micro. Il a dû cette mésaventure à ces taquins de militants CGT de l'Energie qui entendaient ainsi protester contre la loi dite de « transition énergétique » en préparation. Sans doute des militants pas mis au courant que la France était sous « Union nationale »…Et comme si cela ne suffisait pas, Valls a encore été chahuté dans le meeting par des notaires en colère. L'Union sacrée n'est pas encore arrivée dans le Doubs semble-t-il…Ni dans les 18 régions où les chauffeurs routiers sévissent.

Quant au « sursaut » de popularité du chef d'Etat le plus honni de toute la V ème République à la veille du 5 janvier, il n'est pas si spectaculaire que l'on veut nous le faire croire, une fois mis en rapport avec les circonstances, les mises en scène, la mobilisation de la quasi-totalité des medias autour de « l'union nationale » et sur des variantes racistes diverses et variées, graduées ou débridées (jusqu'au « ce sont *les musulmans qui foutent la merde en France »* clamé haut et clair par le fascisant Philippe Tesson sur Europe 1– on en passe et des meilleures.) Le tout dans un climat réactivant la loi « antiterroriste de 2014, permettant de créer une atmosphère nauséabonde favorable aux menées de nervis anti-arabes, anti-noirs, sous le signe de l'islamophobie, voir plus haut.

Même dans ces circonstances, même en faisant monter les « chiens de garde » médiatiques sur la table, Hollande ne parvient pas à rassembler, sur le terrain très déformé des sondages, une majorité de « personnes interrogées ». A peine un 37% d'opinions favorables. Tout ça pour ça, doit-il se dire. Quant à la « percée » de Valls, il la doit essentiellement à sa popularité … parmi les « sondés » de droite ! Le gouvernement n'est pas « plébiscité » par les sondages.

12-Et le FN ?

Bien entendu, à nouveau, se pose la question de savoir si le FN « va monter » ou « a monté ». Sur l'arène électorale, le FN connaît un enracinement tangible. Mais, sous réserve des résultats des prochaines élections départementales, il rassemble sous sa bannière électorale, tout au plus et à tout rompre, 1 électeur inscrit sur 10, en sachant que le nombre d'électeurs potentiels qui ne sont pas ou plus inscrits sont de plus en plus nombreux, en sachant qui plus est que les étrangers n'ont pas le droit de vote.

Sur le plan des effectifs militants, il reste un petit parti et sa capacité de mobilisation « dans la rue » ou dans les meetings est dérisoire au regard de ses scores électoraux. De plus, le FN, est lui-même en crise (au gré des tiraillements entre le « père » et la « fille », la « fille » et sa « nièce », entre la vieille garde issue du noyau fasciste et les « jeunes loups » ou les aventuriers sans aventures à la sauce Collard). Gardons-nous toutefois, comme le font les Cambadélis et autres Rastignac de spéculer sur un FN « à la baisse » (ou à la

hausse) Souvenons-nous que Cambadélis, en ce qui le concerne, a un flair politique des plus limités : lorsqu' à la veille du fameux premier tour du 21 avril 2002, un de ses camarades pronostiquait, sondages à l'appui, que Le Pen devancerait Jospin, il pouffa de rire, croyant la chose impossible. De tous les caciques du PS réunis ce jour- là, seul Delanoë prit l'affaire au sérieux.

13-La Vè République à l'agonie

A ce stade, une chose est sûre : la chute libre de la Vème République n'a pas été amortie ou freinée par tout le déchaînement d'Union nationale que nous avons subi durant quelques jours. La crise mortelle de cette « République » vient de trop loin pour être endiguée ainsi. Cette résolution n'a pas pour objet de faire l'historique de la lente agonie de ce régime.

Sur cette question, nous renvoyons les camarades à la brochure mise en ligne sur notre site « contribution à l'histoire de la Vème République »)

Pour notre part, nous nous sommes toujours portés en faux contre tous les commentateurs de l'extrême-gauche affirmant que depuis 1981, la cinquième République évoluait vers un système d'alternance entre deux partis et de « présidentialisme » à l'américaine. Pour étayer cette thèse impressionniste, il leur a fallu expliquer que le PS cessait d'être un parti ouvrier-bourgeois (ouvrier par ses racines historiques et sa base sociale de départ, bourgeois au sens où son appareil, n'ayant pas une « double-nature » est bourgeois car défendant définitivement la propriété privée) et s'auto transformait en parti « démocrate » à l'image du parti démocrate américain. De même qu'un arbre meurt quand on le déracine, le Parti socialiste sera liquidé une fois coupé de ses dernières racines historiques et définitivement coupé de toute base ouvrière et populaire (ce qui a déjà failli arriver en 1958-1969). Certes, Fabius en 1991 a eu des velléités de transformer le PS en « parti des réformes » et Valls récidive ces derniers mois en proposant l'abandon du mot « socialiste ». Mission décidément impossible. Les deux partis qui sont censés « alterner » à « l'exercice de l'Etat » sont tous deux, en pleine décomposition et en proie à tous les déchirements, y compris à l'Assemblée nationale. (Côté UMP : le groupe parlementaire a été scindé en deux au moment de l'affrontement feuilletonesque entre Fillon et Copé, en novembre 2012 ; côté PS : on a vu apparaître les « frondeurs » qui ont surtout pratiqué jusqu'ici l'abstention, mais qui, lors du vote de la loi Macron, seront incités à « sauter le pas » ou à se coucher définitivement).

Tout indique qu'un système « d'alternance » « bipartite » n'est possible que dans un régime parlementaire ou un système basé, comme aux Etats-Unis sur la « séparation des pouvoirs », exécutif, législatif et judiciaire tel que Montesquieu l'avait prôné. Or, nous sommes dans un système bonapartiste de concentration de tous les pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat. Dans ce système, arrivé en fin de vie et au bord de la rupture, les deux partis censés permettre cette « alternance tranquille » sont en pleine décomposition. Cette décomposition qui se traduit par l'hémorragie des voix aux élections, les affaires de corruption (à tel point que 150 députés, pas moins, sont sur la sellette, pour des questions récurrentes d'enrichissement personnel ou de non paiement de l'impôt !), l'atmosphère délétère de « règlements de compte entre amis » qui se balancent les uns les autres dans l'anonymat et ainsi de suite.

Cela signifie que la Vème République ne peut pas, organiquement, évoluer graduellement, pacifiquement, institutionnellement, à froid, vers une VIème République, moyennant une fausse Assemblée constituante et un faux processus constituant à la Mélenchon, préservant le chef de l'Etat et les institutions « périphériques » : Assemblée nationale, Sénat « cohabitant » avec une Assemblée constituante. Voilà de la bien mauvaise politique fiction, façon Front de gauche. Elle ne peut pas non plus se muer en système « présidentiel » à l'américaine, à la faveur du quinquennat.

Et, elle ne se laissera pas non plus choir. Comme l'avait prédit Pierre Mendès- France, lorsque de Gaulle a pris le pouvoir sur la base d'un putsch militaire à Alger, « ce régime né de l'émeute périra par l'émeute », nous dirions par la grève générale en défense des conquêtes historique de notre classe ou par les menées contre -révolutionnaires. A cette étape, le premier terme de cette alternative est, bien entendu, le plus probable compte-tenu de notre appréciation du rapport des forces réel entre les classes intégrant la crise du sommet de l'Etat et des institutions, la crise sociale de plus en plus terrible qui rejette des millions de salariés dans la pauvreté et des centaines de milliers dans la misère pure et simple, tandis que les dites « classes moyennes » sont asphyxiées et spoliées implacablement. (Derniers chiffres officiels du chômage, + 6,4 % en un an, toutes catégories confondues, sans doute en réalité selon les Confédérations syndicales près de 6 millions si l'on compte les radiés de Pôle emploi, ceux qui ne s'inscrivent même plus etc.)

C'est bien dans la perspective de la grève générale que s'inscrivent, en lettres de feu, nos propositions pour :

Un Plan d'urgence en défense des travailleurs, des chômeurs, des petites gens des villes et des campagnes, des jeunes, en rupture avec le gouvernement et ses soutiens, pour la rupture avec l'Union européenne, pour mettre à bas la Vé République antidémocratique, pour briser ses institutions bonapartistes réactionnaires et ainsi frayer le chemin à un gouvernement des travailleurs par les travailleurs, à l'Etat-Commune

Annexes

Le peuple Kurde face à la barbarie (La Commune n° 92, octobre 20014)

Les principales lois antilaïques :

- 25 mars 1850 : loi Falloux ; « Les établissements libres peuvent obtenir des Communes, des Départements ou de l'Etat un local et une subvention sans que cette subvention puisse excéder un dixième des dépenses annuelles de l'établissement. »
- 25 juillet 1919 : loi Astier ; aucune limite n'est fixée aux subventions des collectivités locales en faveur de l'enseignement technique privé
- 18 septembre 1940 : les Ecoles Normales sont supprimées
- 6 janvier 1941 : l'enseignement religieux est introduit dans les programmes scolaires ; la création d'aumôneries dans les lycées s'amplifie
- février 1941 : les aumôniers reçoivent un traitement de professeur certifié
- août 1941 : les élèves (enseignement catholique) reçoivent des bourses
- novembre 1941 : création dans chaque commune d'une « caisse des écoles privées »destinées à subventionner cet enseignement

A la Libération, suppression des décisions précédentes (période 40-41)

- 4 septembre 1951 : loi « Marie » du nom du ministre de l'Education Nationale : cette loi accorde des bourses aux élèves entrant en 6è « suivant la volonté des parents, dans un établissement d'enseignement public ou d'enseignement privé ». Les élèves de l'enseignement public reçoivent déjà une bourse à condition de réussir au « concours des bourses » Elle est sans condition pour les élèves de l'enseignement privé ; c'est une subvention aux familles.
- 9 septembre 1951 : loi « Barangé » : elle met à disposition de tout chef de famille une allocation de 1000F par enfant et par trimestre. Pour les élèves du public, l'allocation est mandatée directement à la caisse départementale scolaire gérée par le Conseil Général. Les fonds sont employés à l'aménagement, l'entretien, l'équipement des bâtiments scolaires. Il s'agit d'une aide aux communes car elles ont depuis longtemps l'obligation d'entretenir les écoles Pour les élèves du privé, l'allocation est mandatée à l'association des parents d'élèves de l'établissement : il s'agit dons d'une subvention aux établissements privés.
- 31 décembre 1959 : loi Debré : statut de l'enseignement libre : mise en place des « contrats simples » subordonnés à 3 conditions : effectifs suffisants, locaux et installations aux normes de l'EN, enseignants ayant des titre requis ; l'Etat verse les traitements et les charges sociales. Les « contrats d'associations » sont passés à la condition d'un besoin scolaire reconnu par l'Etat.(par exemple s'il y a pénurie dans l'enseignement public). L'Etat verse la totalité des traitements , la fiscalité et les charges sociales, l'allocation Barangé demeure et une somme forfaitaire est versée pour les établissements secondaires.
- 27 avril 1971 : loi Pompidou : prorogation de la loi Debré ET volonté du patronat d'intervenir dans le système scolaire (loi Royer)
Apparaissent deux types d'enseignement privé : le privé confessionnel et le privé contrôlé par les Chambres artisanales , de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture.
Quels sont les critères du choix : « La qualité, l'efficience et la réponse au désir des usagers »(rapporteur du projet de loi)
- 15 novembre I977 : loi Guermeur ; elle garantit le maintien du « caractère propre » (religieux) des établissements privés ; elle prévoit le financement de la formation des enseignants du privé : il y a parité entre l'enseignement public et l'enseignement privé
- 9 juillet 1984 : loi Rocard ; l'enseignement agricole bénéficie de la loi Astier
- 21 janvier 1985 : loi Chevènement ; elle adapte les lois Debré à la décentralisation
- 13 juin 1992 : les accords Lang-Cloupet aboutissent au versement de 1,8 milliard de F à l'enseignement privé ; ils établissent la parité avec le public pour les personnels au nom du « droit et de la reconnaissance de la contribution de l'enseignement privé au système éducatif. »

A ces lois, il convient d'actualiser la liste avec la récente loi Carle et toutes les mesures antivoile, de Chirac en 2004, Sarkozy, Hollande etc.

La lecture de cette chronologie est édifiante. De droite ou de gauche , la majorité parlementaire n'a eu de cesse de satisfaire , au frais de l'Etat , les insatiables demandes du privé .
Cependant, la part du public représente 86% de la population scolaire dans le premier degré et avoisine les 80% dans le second degré . Edifiant aussi.

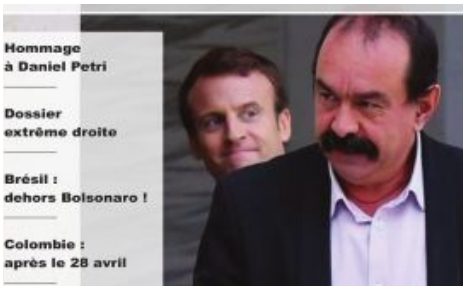
A lire également : La loi contre le voile : fausse loi laïque, vraie loi raciste

Modifié le vendredi 30 janvier 2015

Voir aussi dans la catégorie Journal de La Commune

La Commune n°130

Bloc-notes la Commune n°130 17 octobre 1961 : un crime d'État ! « L'irruption d'ur mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire » « L'ampleur de révolte a été un... »



La Commune n°129

La chute de Kaboul : où va l'Afghanistan ? « Dehors Duque et tout son gouverneme ! ». Pour le Parti des Travailleurs et Lula, la conciliation de classes vaut mieux que chasser Bolsonaro ! Il... »

La Commune n°128

Bloc-notes la Commune n°128 La gifle et la manifestation du 12 juin 2021 Chômage précarité et misère : un été meurtrier ! Le drapeau de l'Internationale flottait sur la Commune La Semaine... »

La Commune n°127

Sommaire : La Commune de Paris 150e anniversaire Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux » « La colère sociale est là » ... Dossier La Commune d Paris 150e... »

La Commune n°126

Sommaire : Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvre et Macron ! Loi de sécurité globale pour gouvernement aux abois De l'état d'urgenc sanitaire à... »

Abonnement